

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	59	21

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 22 février 2021

L'an deux mil vingt et un et le 22 février à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

N° de la séance : 19

Objet de la délibération: Direction
Envibus et Régie - Règlement intérieur
commun aux lignes du Réseau Envibus -
Modification

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.019

Date de la convocation :
Le 16/02/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 3 MARS 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 MARS 2021**

Pour le Président,
La Directrice des Affaires Générales, du
Juridique et du Contentieux



Laurence MALHERBE

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Françoise THOMEL à Yves DAHAN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Elisabeth DEBORDE à Joseph CESARO, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO

ABSENTS :

Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Céline LAMBIN, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Depuis 2003, et par différentes délibérations, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A a approuvé la création d'un règlement intérieur pour l'ensemble des services de transport du réseau Envibus, et a procédé à diverses modifications d'organisation et de fonctionnement.

La réglementation en vigueur ayant évolué, il est nécessaire aujourd'hui de modifier le règlement intérieur des services de transport Envibus, afin de l'adapter aux nouvelles normes applicables, notamment en matière de sûreté dans les transports.

En effet, le décret n°2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la police et à la sûreté du transport dans les services de transports publics de voyageurs a été abrogé, mais les dispositions ont été reprises par les dispositions du décret n°2019-726 du 9 juillet 2019 relatif :

- aux dispositions des titres IV, V et VI du livre II de la deuxième partie réglementaire du code des transports et comportant diverses dispositions relatives à la sûreté des transports,
- aux dispositions de l'ordonnance n°2020-934 du 29 juillet 2020 portant réorganisation des dispositions du code des transports relatives à la sûreté dans les transports,
- et aux dispositions du décret n°2020-1276 du 19 octobre 2020 relatif aux dispositifs de descente à la demande et modifiant diverses dispositions du code des transports en matière de sûreté dans les transports.

Par ailleurs, la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 a modifié le code de procédure pénale, pris en son article 529-4 et visant la transaction réalisée entre un usager fraudeur et l'exploitant du service de transport. Désormais, l'usager dispose d'un délai de trois mois à compter de la constatation de l'infraction pour s'acquitter de l'indemnité forfaitaire due au titre de l'infraction commise.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les modifications apportées au Règlement Intérieur applicable aux différents services du réseau Envibus, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer ledit règlement intérieur.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les modifications apportées au Règlement Intérieur applicable aux différents services du réseau Envibus, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports à signer ledit règlement intérieur.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 22 février 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



RÈGLEMENT INTÉRIEUR ENVIBUS

Commun à tous les services

I - DISPOSITIONS COMMUNES

Le présent règlement est susceptible d’être mis à jour selon l’évolution de la réglementation en vigueur.

Selon l’évolution des mesures gouvernementales en vigueur, la Direction Régie Envibus se réserve le droit d’imposer le port du masque dans les véhicules circulant sur l’ensemble du Réseau.

ART-1 ACCES AU VÉHICULE : VOYAGER EN RÈGLE

Toute personne voyageant dans un véhicule **doit être munie d’un titre de transport** valide, sauf les enfants de moins de 6 ans, sous réserve d’être accompagnés d’une personne de 16 ans minimum munie d’un titre valide (4 enfants de moins de 6 ans par accompagnant). Un justificatif de l’âge de l’enfant doit pouvoir être fourni en cas de contrôle. Un enfant de moins de 6 ans, non accompagné, ne peut voyager seul sur le réseau Envibus.

Le voyageur peut aussi s’acquitter, en montant dans le bus, du prix intégral de son voyage (ticket unitaire valable 1 heure, correspondances autorisées), en faisant, si possible, l’appoint. Les conducteurs-receveurs qui seraient dans l’incapacité de rendre la monnaie sur des grosses coupures (supérieures à 10€) peuvent refuser de vendre un ticket. L’usager ne pourra, dans ce cas, être pris en charge.

Les titres de transport **doivent être validés** dès la montée à bord, le ticket est valable 1 heure à compter de la première validation. Les usagers qui n’auront pas validé leurs titres feront l’objet d’une sanction prévue par l’article 9 du présent règlement. Les Pass École sont valables uniquement pendant la période scolaire sur le trajet domicile-école.

Dans le cas où le valideur ne fonctionnerait pas, le voyageur doit se présenter au conducteur-receveur et l’informer de la situation. Les tickets unitaires sont alors remplis manuellement par le conducteur avec indication de la ligne et de l’heure de montée de l’usager.

Gamme tarifaire : certains abonnements Envibus (Pass trimestriel, Pass liberté et Pass École) sont soumis à la transmission de pièces justificatives pour leur délivrance, accompagnées d’une photo d’identité « tête nue », conformément à la réglementation existante en matière de permis de conduire, cartes d’identité et passeports.

Toute perte, vol ou détérioration de la carte sans contact, devra être signalé par l’usager dans la gare routière la plus proche dans le périmètre de la CASA ou bien aux points de vente situés à Villeneuve Loubet ou à Roquefort les Pins. Le remplacement se fera contre le paiement d’une somme de 8 euros pour frais de dossier et duplicata.

ART-2 POINTS D’ARRÊT

Les voyageurs désirant descendre à un arrêt déterminé doivent signaler leur intention, en appuyant sur un bouton « ARRET DEMANDE » ou en l’absence de bouton, en avertissant verbalement le conducteur-receveur, au moins 100 mètres avant cet arrêt.

Tous les arrêts du réseau, à l’exception des arrêts faisant fonction de départs ou de terminus des lignes, sont facultatifs.

Les voyageurs désirant monter dans un véhicule doivent être présents au point d’arrêt au moins deux minutes avant l’horaire prévu et faire un signe de la main au conducteur-receveur suffisamment à l’avance afin que ce dernier puisse anticiper son arrêt en toute sécurité.

Les points d’arrêt sont signalés par des zébras, des poteaux d’arrêt, des aribus et/ou arrêts provisoires ou une ligne bleue marquée au sol. Aucun arrêt n’est autorisé en dehors des emplacements réservés à cet effet.

ART-3 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu’une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes.

La montée ne s’effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules, sauf en cas d’affluence importante.

ART-4 PLACES RESERVÉES

Il est interdit à toute personne d’occuper un emplacement non destiné aux voyageurs.

ART-4-1 PLACES ASSISES

Une place dans chaque véhicule jusqu’à 20 places assises, et 4 places dans les bus ayant plus de 20 places assises, sont réservées aux catégories suivantes d’usagers, dans l’ordre de priorité ci-dessous :

- aux mutilés de guerre ;

- aux aveugles, invalides et infirmes civils et militaires ;
- aux femmes enceintes ;
- aux personnes âgées ;
- aux personnes accompagnées d’enfants de moins de 6 ans ;
- usagers détenteurs d’une carte de priorité ;
- à partir du 1^{er} janvier 2017, aux usagers détenteurs d’une carte « mobilité-inclusion »

Ces places sont matérialisées par des pictogrammes et ne donnent aucun droit de priorité pour l’accès dans les véhicules.

ART-4-2 PLACES HANDICAPÉES

Les places handicapées sont prioritairement réservées aux personnes handicapées. Si elles ne sont pas occupées par ces dernières, les usagers voyageant avec une poussette sont autorisés à y prendre place.

ART-5 SÉCURITÉ

Les voyageurs doivent dégager les portes et le couloir central du véhicule. Ils doivent se tenir aux barres et poignées pour maintenir leur équilibre en cas d’accélération ou de freinage brusque.

En cas d’affluence importante, les voyageurs ne disposant pas de place assise doivent se diriger vers l’arrière du véhicule afin de ne pas obstruer l’entrée.

De même, il est strictement interdit :

- d’enfreindre le présent règlement,
- de transporter un vélo à bord du bus,
- de descendre entre 2 arrêts ou au moment de la fermeture des portes,
- de se pencher en dehors du véhicule,
- de fumer, manger et boire des boissons alcoolisées ou non dans les véhicules, même en cas d’arrêt prolongé,
- d’utiliser une cigarette électronique,
- de monter dans les véhicules, entrer dans les locaux de services ou d’attente en état de grande malpropreté ou en état d’ivresse manifeste,
- de commettre des actes de nature à troubler l’ordre public ou entraver le bon fonctionnement des services,
- de mettre les pieds ou s’allonger sur les sièges ou les banquettes,
- de tenir dans ces lieux des propos malséants, injurieux ou menaçants,
- de solliciter dans ces lieux les personnes s’y trouvant, vendre ou distribuer des objets, faire de la publicité ou de la propagande,
- de cracher dans les espaces ou véhicules affectés au transport publics de voyageurs, d’uriner en dehors des espaces destinés à cet effet ou de détériorer ou de souiller de quelque manière que ce soit les espaces, les véhicules ou le matériel affecté au service public de transport de voyageurs,
- d’enlever ou de détériorer les étiquettes, cartes, pancartes ou les inscriptions intéressant le service de transport public de voyageurs, ainsi que la publicité régulièrement apposée dans les gares et les véhicules ou les zones d’affichage prévues à cet effet,
- de manipuler des objets dangereux ou tranchants,
- de détériorer ou utiliser les valideurs à d’autres fins que la validation des titres,
- de modifier ou de déranger, sans autorisation, le fonctionnement normal des équipements installés dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs,
- de faire obstacle ou mettre un obstacle à l’ouverture ou à la fermeture des portes,
- de gêner la manœuvre des dispositifs de sécurité,
- de monter dans les véhicules en surnombre des places indiquées
- de se servir sans motif légitime d’un signal d’alarme ou d’arrêt mis à la disposition des voyageurs dans les espaces et véhicules affectés au transport public de voyageurs,
- de se tenir debout sur la plate-forme avant des véhicules,
- de parler au conducteur-receveur pendant qu’il conduit (sauf indication de l’arrêt),
- de porter ou transporter des matières ou objets qui, par leur nature, leur quantité ou l’insuffisance de leur emballage, peuvent être dangereux, gêner ou incommoder les voyageurs,
- d’abandonner ou de déposer sans surveillance des matériaux ou objets, déchets et détritiques dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs, - de revendre un titre de transport,
- de retarder, de quelque manière que ce soit, le départ du matériel roulant ou d’entraver son mouvement,
- de faire usage, sans autorisation, dans les véhicules affectés au transport de voyageurs, dans les salles d’attente, sur les quais ou dans les dépendances des gares accessibles aux voyageurs d’appareils ou instruments sonores, ou de troubler la tranquillité d’autrui par des bruits ou des tapages,
- de demander ou recueillir un don, une aumône ou un autre avantage,

Par ailleurs, il est formellement interdit aux personnes équipées de patins à roulettes, rollers ou assimilés de s’agripper à l’extérieur du véhicule, que ce dernier soit à l’arrêt ou en mouvement. En

outre, ces personnes sont tenues d’enlever ces équipements pour monter dans le véhicule.

Il est également interdit à toute personne de circuler, sans autorisation, dans les espaces affectés au transport de voyageurs, sur des engins motorisés ou non, à l’exception des moyens de déplacement utilisés par les personnes à mobilité réduite.

Les usagers sont tenus de porter une tenue correcte (haut et bas couverts).

Toute personne contrevenant à ces dispositions est responsable des conséquences physiques et matérielles dues à son comportement.

ART-6 OBJETS, COLIS ET BAGAGES

Les voyageurs peuvent transporter des colis, bagages ou objets divers gratuitement, s’ils sont peu encombrants. Ils ne sont admis que sous l’entière responsabilité de leurs propriétaires. Par ailleurs, tout bagage doit comporter de manière lisible la mention des nom et prénom du voyageur.

Sont autorisés à bord des véhicules les engins de déplacement personnel, dès lors que ces derniers sont pliants et portables, afin d’éviter tout encombrement à bord.

Les conducteurs-receveurs peuvent refuser les colis, bagages ou objets trop volumineux.

Les objets qui par leur forme, nature, odeur, destination peuvent gêner, incommoder, effrayer les voyageurs, présenter des dangers ou nuire à la santé sont interdits dans les véhicules.

Aucun siège ne pourra être occupé par des colis, bagages ou objets.

ART-7 ANIMAUX

Aucun animal n’est admis dans les véhicules servant au transport de voyageurs. Par dérogation, les animaux domestiques de petite taille convenablement enfermés ainsi que les chiens accompagnants-guides de non-voyants, malvoyants et malentendants peuvent être admis dans les véhicules affectés au transport de voyageurs.

Ils ne doivent en aucun cas constituer une gêne pour les autres voyageurs.

Leur propriétaire en assure l’entière et seule responsabilité.

Ils ne doivent en aucun cas occuper une place assise.

ART-8 ARRÊT AUX TERMINUS

Il est interdit à toute personne de prendre place ou de demeurer dans un véhicule affecté au transport public de voyageurs au-delà du terminus.

Toutefois, lors des arrêts prolongés aux terminus des lignes, les voyageurs ne sont autorisés à monter dans les véhicules qu’en présence du conducteur-receveur ou avec l’accord de ce dernier. Ils devront attendre le démarrage du véhicule pour valider leurs titres.

ART-9 CONTRÔLES, VERBALISATION ET INFRACTIONS AU PRÉSENT REGLEMENT

Les voyageurs sont tenus d’obtempérer aux injonctions des agents chargés d’assurer l’observation du présent règlement. Ces agents sont revêtus d’un uniforme, d’un signe distinctif ou munis d’une pièce justifiant leur qualité.

Seront également constatées, poursuivies et réprimées les contraventions aux dispositions du décret n°2019-726 du 9 juillet 2019 relatif aux dispositions des titres IV, V et VI du livre II de la deuxième partie réglementaire du code des transports et comportant diverses dispositions relatives à la sûreté des transports, aux dispositions de l’ordonnance n°2020-934 du 29 juillet 2020 portant réorganisation des dispositions du code des transports relatives à la sûreté dans les transports et aux dispositions du décret n°2020-1276 du 19 octobre 2020 relatif aux dispositifs de descente à la demande et modifiant diverses dispositions du code des transports en matière de sûreté dans les transports appliquées par le présent règlement.

ART 9-1 INFRACTIONS TARIFAIRES

Lors des contrôles, les voyageurs sont tenus de présenter leur titre aux agents de contrôle. L’achat d’un titre au conducteur-receveur ou la validation de celui-ci n’est alors plus possible. Les usagers doivent conserver leur titre de transport validé tout au long du trajet.

Les voyageurs sont priés de présenter leur titre de circulation et une pièce d’identité à toute demande des agents chargés du contrôle.

Toute infraction tarifaire sera sanctionnée dans les conditions suivantes :

- **Cas n° 1** : voyageur sans titre de transport : **51.50 € (*)**
- **Cas n° 2** : voyageur muni d’un titre non validé ou non valable : **34.50 € (*)**
- **Cas n°3** : voyageur muni d’un titre, qu’il valide à vue du contrôleur : **34.50 €(*)**

Lorsque le montant de la transaction est, en application de l’article 529-4 du Code de procédure pénale, versé au moment de la constatation de l’infraction, il est encaissé par les contrôleurs agréés et assermentés du réseau Envibus. Ce versement donne

lieu à la délivrance immédiate d’une quittance comportant les mentions définies par arrêté du Ministre chargé des Transports.

Lorsque la transaction n’est pas réalisée par un versement au moment de la constatation de l’infraction, le contrôleur assermenté du réseau Envibus établit un procès-verbal de constatation de l’infraction, qui mentionne l’objet, le montant de la transaction, le montant des frais de constitution de dossier, le délai imparti pour le versement des sommes dues et les modalités de ce versement.

Ainsi, si le contrevenant n’a pas réglé le montant de la transaction dans un délai de sept (7) jours à compter du jour de l’établissement du procès-verbal d’infraction, il s’expose au versement supplémentaire de frais de dossier d’un montant de trente-huit (38 Euros), en sus du montant de la transaction.

Il mentionne également le délai et les conditions dans lesquels peut être formulée la protestation dudit procès-verbal. Il comporte, en outre, les observations du contrevenant, auquel est remise une copie de ce document.

Une fois le contrevenant verbalisé, ce dernier doit s’acquitter du montant d’un ticket unitaire s’il souhaite continuer son trajet. À défaut, il devra descendre au prochain arrêt.

« **Pass Joker** » : afin d’inciter le primo-fraudeur à voyager en règle, l’agent agréé et assermenté de la C.A.S.A proposera aux usagers contrevenants lors de la constatation de l’absence de titre de transport de s’acquitter d’un abonnement de 51.50€ d’une validité de deux (2) mois correspondant au montant de l’amende pour absence de titre.

L’usager devra se rendre au plus tard dans les quarante-huit (48) heures ouvrables suivant la constatation de l’infraction, dans un point de vente Envibus afin de bénéficier de cette possibilité qui s’inscrit dans le cadre de la phase amiable de la poursuite des infractions aussi appelée transaction prévue à l’article 529-4 du Code de Procédure Pénale.

(*)Montant des amendes susceptible d’être révisé annuellement.

ART 9-2 DISPOSITIONS PENALES

Est puni de l’amende prévue pour les contraventions de 3^{ème} classe le fait :

1. De pénétrer dans un espace dont l’accès est réservé aux détenteurs d’un titre de transport ou de voyager dans un véhicule affecté au transport public collectif de voyageurs autres que ferroviaire, sans être muni d’un titre de transport valable complété, s’il y a lieu, par les opérations incombant au voyageur telles que compostage, validation ou apposition de mentions manuscrites
2. Pour tout voyageur, de déposer un bagage dans un emplacement du véhicule prévu à cet effet sans respecter les dispositions de l’article 6 du présent règlement.
3. De fumer dans un véhicule affecté au transport public collectif de voyageurs ou dans une gare, hors d’un emplacement mis à la disposition des fumeurs, en application des dispositions de l’article R.3512-1 du Code de la santé publique.

Est puni de l’amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe le fait, dans un véhicule affecté au transport public collectif de voyageurs :

4. De s’installer ou de déposer ses bagages ou tout autre objet, sans respecter les dispositions de l’article 4 du présent règlement ;
5. De se pencher en dehors des véhicules ou de rester sur les marchepieds pendant la marche ;
6. De prendre place ou de demeurer dans le véhicule au-delà du terminus ;
7. D’empêcher la fermeture des portes d’accès ou de les ouvrir ;
8. D’entrer ou sortir du véhicule sans respecter les dispositions de l’article 3 du présent règlement ;
9. D’introduire des armes, matières ou objets en violation des dispositions de l’article 5 du présent règlement ;
10. D’introduire un animal en violation des dispositions de l’article 7 du présent règlement.

Est puni de l’amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe le fait d’utiliser sans autorisation un véhicule affecté au transport public de voyageurs comme engin de remorquage.

Est puni de l’amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe le fait, dans les espaces ou véhicules où ces comportements sont interdits :

11. de se servir sans motif légitime d’un signal d’alarme ou d’arrêt mis à la disposition des voyageurs dans les espaces et véhicules affectés au transport public de voyageurs,
12. de cracher dans les espaces ou véhicules affectés au transport publics de voyageurs, d’uriner en dehors des espaces destinés à cet effet ou de détériorer ou de souiller de quelque manière que ce soit les espaces, les véhicules ou le matériel affecté au service public de transport de voyageurs,
13. d’enlever ou de détériorer les étiquettes, cartes, pancartes ou les inscriptions intéressant le service de transport public de voyageurs, ainsi que la publicité régulièrement apposée dans les gares et les véhicules ou les zones d’affichage prévues à cet effet,

14. de modifier ou de déranger, sans autorisation, le fonctionnement normal des équipements installés dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs,
15. d’abandonner ou de déposer sans surveillance des matériaux ou objets, déchets et détritiques dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs, - de revendre un titre de transport,
16. de faire usage, sans autorisation, dans les véhicules affectés au transport de voyageurs, dans les salles d’attente, sur les quais ou dans les dépendances des gares accessibles aux voyageurs d’appareils ou instruments sonores, ou de troubler la tranquillité d’autrui par des bruits ou des tapages,
17. de circuler sans autorisation sur des engins motorisés ou non, à l’exception des moyens de déplacement utilisés par les personnes à mobilité réduite.
18. de se trouver en état d’ivresse manifeste.

Attention : les contraventions prévues au 11°, 14°, 15° et 17° ° ci-avant, ne sont pas applicables, lorsque les faits sont commis de façon intentionnelle dans les lieux et selon les circonstances prévues par les 1°, 2°, 5° et 8° de l’article L.2242-4 du Code des Transports.

Est puni de l’amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe le fait, pour toute personne de refuser d’obtempérer aux injonctions adressées pour assurer l’observation du présent règlement par :

- Les fonctionnaires ou agents de l’Etat assermentés missionnés à cette fin et placés sous l’autorité du Ministre chargé des transports ;
- Les agents assermentés de l’exploitant du service de transport ;
- Les agents assermentés agissant pour le compte de l’exploitant du service de transport ;
- Les agents de police municipale.

ART-10 RENSEIGNEMENTS

Lorsque le conducteur-receveur ne peut répondre à une demande de renseignement commercial, il convient de contacter le numéro de renseignement suivant **Info Envibus 04.89.87.72.00** ou de s’adresser au point de vente et d’information le plus proche.

La liste des points de vente est accessible sur le site internet www.envibus.fr.

ART-11 OBJETS TROUVÉS

Les objets trouvés seront centralisés dès le lendemain au point de vente et d’information le plus proche de leur découverte. Ils seront remis hebdomadairement au service des objets trouvés de la police municipale de la commune.

ART-12 RÉCLAMATIONS

Toute réclamation peut être :

- déposée **sur les fiches de qualité destinées à cet effet et à disposition dans les gares routières et autres points de vente du réseau Envibus**
- envoyée par e-mail à : envibus@agglo-casa.fr
- envoyée par courrier à :

Communauté d’Agglomération Sophia Antipolis
Direction Réseau Envibus-Les Genêts
449 Route des Crêtes- BP 43
06901 Sophia Antipolis

II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX LIGNES REGULIERES DU RESEAU ENVIBUS

ART -13 POUSSETTES

La montée à bord avec une poussette s’effectue par priorité par la porte avant du véhicule. Si celle-ci ne passe pas par la porte avant, l’usager doit demander l’autorisation au conducteur de monter par la porte arrière et ne pas oublier de valider son titre.

Le véhicule ne doit pas contenir plus de deux poussettes dépliées dans un même bus. Elles ne doivent pas gêner les autres usagers et ne doivent pas dépasser dans l’allée centrale.

La poussette dépliée doit stationner sur l’emplacement matérialisé par un pictogramme ou sur un emplacement réservé par priorité aux utilisateurs de fauteuils roulants ; leur céder la place le cas échéant.

En cas d’affluence les poussettes devront être pliées.

ART -14 VIDEOPROTECTION

Conformément aux dispositions du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, la C.A.S.A a nommé un Délégué à la Protection des Données externe, que vous pourrez contacter à l’adresse suivante : dpo@agglo-casa.fr Vous pouvez exercer auprès de lui un droit d’accès, d’interrogation, d’opposition et de rectification aux données collectées dans les conditions prévues par la législation en vigueur, en précisant l’objet de votre demande.

Si vous estimez, après nous avoir contacté, que vos droits « informatiques et libertés » ne sont pas respectés, vous avez également la possibilité de déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy TSA 80715 – 75334 PARIS », ou sur le site www.cnil.fr».

III-DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE DE TRANSPORT ICILA D’ENVIBUS

ART-15 OBJET ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Le 8 février 2018, un Pôle Métropolitain constitué de la Communauté d’Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d’Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d’Agglomération du Pays de Grasse, et la Communauté de Communes des Alpes d’Azur, a été créé afin de développer des projets communs dans les thématiques suivantes :

- Développement économique
- Attractivité
- Mobilité
- Protection et sensibilisation environnementales
- Valorisation des déchets

Le service de transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite pourra être exécuté sur le territoire du Pôle Métropolitain.

Le service de transport à la demande est un service de transport public collectif de personnes. Iciilà d’Envibus permet aux usagers de disposer d’un service souple et pratique, qui vient en complément des lignes existantes du réseau Envibus sur la même zone de desserte.

Un(e) opérateur (rice) se charge de l’adhésion, de la réservation, de la planification des trajets afin d’offrir une solution de transport à chaque usager. Néanmoins, l’opérateur (rice) peut être amené(e) à proposer une solution de transport dans une ligne régulière ou scolaire si celle-ci existe, dans un délai qu’il jugera raisonnable. S’agissant d’un transport collectif, plusieurs personnes pourront être amenées à voyager dans le même véhicule, et le trajet proposé entre les deux (2) points d’arrêt et demandé par l’usager pourra être allongé pour permettre la dépose ou la prise en charge d’autres usagers du service.

Ce service de transport à la demande comprend deux types de prestations :

- Le service de « trottoir à trottoir », ouvert à toute personne adhérente au service présentant un handicap ne lui permettant pas d’utiliser les lignes régulières du réseau Envibus et ayant rempli les conditions d’accès au service (agrémentation par un médecin...);
- Le service de « point d’arrêt à point d’arrêt », pour les autres usagers ;

Les personnes souhaitant bénéficier de ce service doivent préalablement s’y inscrire.

L’adhésion ouvre le droit à réservation, mais ne garantit pas la disponibilité des véhicules, et ne procure pas un droit d’accès automatique et systématique au service.

Les courses à destination d’établissements spécialisés (tels que Établissements et Services d’Aide par le Travail, Instituts Médico-Éducatifs, Etablissements d’accueil pour les enfants de moins de 6 ans CAMPS, centres d’accueils de jour et maison d’accompagnement spécialisé) ne sont pas autorisées.

Le nombre de voyages est limité à six (6) par semaine, et par usager détenteur de la carte de priorité, pour le service de trottoir à trottoir.

En revanche, pour les usagers se déplaçant en fauteuil roulant de manière pérenne et/ou présentant un handicap de cécité et/ou présentant une invalidité supérieure ou égale à 80%, le nombre de voyages n’est pas limité.

ART-16 CONDITIONS D’ACCES AU SERVICE

Toute personne voyageant sur le service Iciilà d’Envibus doit :

- Pour le service de « trottoir à trottoir » :
 - Être adhérent au service de transport « Iciilà d’Envibus » y compris à celui pour personne en grande difficulté de mobilité, ou accompagner une personne handicapée.
 - Le droit d’adhésion au service est uniquement ouvert de plein droit aux personnes en grande difficulté de mobilité et présentant une attestation sur l’honneur de déplacement en fauteuil roulant.
 - Le droit d’adhésion au service sera soumis à l’acceptation d’un dossier complet, agréé par un médecin, pour les titulaires d’
 - Une carte de priorité ;
 - Et/ou une carte d’invalidité à 80% et plus ;
 - Et/ou une carte de cécité ;
 - Et/ou une carte « mobilité inclusion » à partir du 1er janvier 2017.

Les usagers se déplaçant en fauteuil roulant de manière pérenne et/ou présentant un handicap de cécité et/ou présentant une invalidité supérieure ou égale à 80%, auront accès au service de transport à la demande PMR CAPAZUR.

Les usagers du service de « trottoir à trottoir » ne pourront accéder au service sans réservation. Ce service dessert les

communes du territoire de la C.A.S.A et peut desservir le Pôle Métropolitain.

- « Icilà d’Envibus » pour les deux services :
 - Avoir réservé son trajet au 04.92.19.76.33 ou effectué en ligne une pré-réservation validée, les horaires d’ouverture de la centrale étant du lundi au vendredi de 6h30 à 18h30 et le samedi de 9h à 12h et de 14h à 16h. Il peut être demandé que les réservations soient prises par une tierce personne choisie par la personne transportée, afin de pallier les défaillances de cette dernière dans sa capacité à organiser ses déplacements (troubles de la mémoire, surdité, difficultés d’élucution...).
 - Être muni d’un titre de transport valide y compris pour l’accompagnant ;

Exceptionnellement, l’usager du service de « point d’arrêt à point d’arrêt » qui n’aurait pas réservé son trajet préalablement à sa montée dans le véhicule pourra accéder à ce service en demandant au conducteur de valider sa réservation auprès de la centrale de réservation.

ART-17 PONCTUALITÉ ET ANNULATION D’UNE RÉSERVATION

Tout retard pénalise l’ensemble de la clientèle. Ainsi, il est demandé à l’usager de se présenter au lieu de rendez-vous au moins cinq (5) minutes avant l’horaire convenu lors de la réservation. Sauf cas de force majeure, des retards répétés de l’usager pourront faire l’objet d’une mise en garde de la part de la Direction Réseau Envibus pouvant aboutir à l’exclusion temporaire du service après trois avertissements par SMS ou par écrits. Les usagers ont la possibilité d’annuler leurs réservations soit par téléphone au **04.92.19.76.33** soit par mail à **«annulationicila@agglo-casa.fr»**. En cas d’annulation de son trajet, l’usager devra en informer le service de réservation au plus tôt. Les conducteurs ne sont pas autorisés à attendre plus de 5 minutes après l’heure du rendez-vous afin de ne pas perturber la suite des courses qu’ils ont à effectuer.

ART- 18 LIEU DE PRISE EN CHARGE ET DESTINATION

Il est rappelé que l’origine et la destination des transports doivent être situées dans le ressort territorial de la C.A.S.A. Les points de montée et de descente sont définis de manière précise lors de la réservation (n° de rue ou nom d’arrêt). Il est demandé de préciser de manière exhaustive le lieu de prise en charge et de dépose de l’usager, lors de la réservation via la centrale d’appels, afin d’éviter toute erreur de destination.

Les arrêts sont définis par la centrale de réservation en respectant les règles de sécurité et de confort selon la destination choisie par l’adhérent.

Aucun arrêt n’est autorisé si les règles de sécurité ne le permettent pas.

- Dispositions spécifiques à chaque service :
- *pour le service de « trottoir à trottoir » :*

Les usagers doivent se présenter à l’extérieur du lieu de prise en charge. Le conducteur pourra les aider dans la montée et la descente du véhicule mais en aucun cas un accompagnement ne sera effectué sur le lieu de destination. Les usagers définissent avec la centrale de réservation le lieu exact de prise en charge et doivent s’y tenir.

- *pour le service de « point d’arrêt à point d’arrêt » :*
- Les points d’arrêt sont signalés par des zébras, des poteaux d’arrêt, poteaux provisoires et/ou des abribus.

ART-19 VIE A BORD ET SECURITÉ

Ce service ne comprend pas le port des bagages et autres effets personnels par le conducteur-receveur, les usagers doivent prendre leurs dispositions.

À bord des véhicules, les usagers doivent se conformer aux instructions de sécurité. Les conducteurs n’interviennent que dans l’accès, la sécurisation et la descente des véhicules. Ils sont tenus d’assurer le transport en toute sécurité, à savoir :

- Attacher les fauteuils roulants de façon sécurisée avec du matériel testé et homologué ;
- Attacher la personne assise (sur le fauteuil ou sur le siège du véhicule suivant le handicap) ;

Le port de la ceinture de sécurité est obligatoire (sauf si contrainte médicale). Le passager qui n’attache pas sa ceinture est passible d’une amende forfaitaire de 4^{ème} classe de 135 € en cas de contrôle effectué par les services de police.

Les voyageurs doivent s’asseoir à l’arrière du véhicule (sauf en cas de manque de place).

Il est demandé **la présence systématique d’un accompagnateur**, dans le cas où la personne ne peut pas voyager seule dans un véhicule ou à destination.

L’accompagnement est obligatoire dans les cas suivants :

- Problème d’autonomie pouvant mettre en jeu la sécurité de la personne (personne semi-valide ne pouvant marcher seule, incapacité à demander de l’aide) ;
- Incapacité à manœuvrer seul le fauteuil roulant ;
- Incapacité à gérer les relais au départ ou à destination du transport ;
- Enfant âgé de moins de 6 ans ;

ART- 20 POSSIBILITÉ D’EXCLUSION DU SERVICE

Toute personne contrevenante ou perturbant le bon fonctionnement des services pourra faire l’objet de sanctions administratives voire de poursuites judiciaires.

- La Direction Réseau Envibus se réserve la possibilité d’exclure un abonné pour les motifs suivants :
- autonomie insuffisante ;
 - non-respect du présent règlement ;
 - non-respect des heures de rendez-vous par l’usager ;
 - comportement insolent avec le personnel de conduite, ou le personnel chargé des réservations ;
 - Usage abusif de la plateforme de réservation et du fonctionnement en temps réel du service proposé, perturbant ainsi le bon déroulement de l’exploitation quotidienne des véhicules.
 - etc....

Toute infraction de l’usager est laissée à l’appréciation de la Direction Réseau Envibus. Un dispositif de sanctions graduées sera appliqué aux personnes qui ne se présenteraient pas de façon répétée au lieu et heure fixés lors de la réservation de la course, pouvant aller jusqu’à l’exclusion du service.

IV–DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE DE TRANSPORT SCOLAIRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en sa qualité d’autorité organisatrice de la mobilité, assure l’ensemble des transports en commun dans son ressort territorial. Le transport scolaire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis concerne à la fois des élèves d’écoles maternelles, élémentaires, de collèges et de lycées.

Les services de transports scolaires des élèves de primaire et de maternelle pourront être regroupés avec les services de transports scolaires des collèges et lycées. Les élèves des différents établissements scolaires peuvent être regroupés dans les mêmes véhicules. Cependant, le transport des élèves d’écoles maternelles et élémentaires de moins de six (6) ans, nécessite pour des raisons de sécurité, la présence constante d’un accompagnateur à l’intérieur du véhicule et aux points d’arrêt. Les enfants de plus de six (6) ans pourront utiliser le service de transport scolaire sans accompagnateur.

Le présent règlement a pour but d’assurer la sécurité et la discipline à l’intérieur des cars scolaires ainsi qu’aux points d’arrêt, et de prévenir le risque d’accident.

L’inscription au service de transport scolaire vaut acceptation du présent règlement.

Les usagers n’étant pas scolarisés peuvent emprunter les services dans la limite des places disponibles sur les lignes desservant les collèges et lycées uniquement et en complément du réseau des lignes régulières et du service Icilà d’Envibus.

ART- 21 L’ACCOMPAGNATEUR : ACTEUR ESSENTIEL DU TRANSPORT SCOLAIRE

Pour des raisons de sécurité, la prise en charge des élèves de maternelles doit être encadrée par un accompagnateur. L’accompagnateur aide en priorité ces enfants à monter et à descendre de l’autocar. Lorsque les enfants sont montés, il veille à ce qu’ils soient assis et le restent durant tout le trajet. Il veille également à ce que tous les enfants aient attaché leur ceinture de sécurité. Les élèves de maternelle doivent être remis au point d’arrêt de départ en direction de l’établissement par les parents ou un adulte dûment mandaté par eux et doivent être repris au point d’arrêt du retour de l’établissement par les parents ou par tout adulte dûment mandaté par eux.

ART-22 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La prise en charge et la dépose des enfants de maternelle sont obligatoirement tributaires de la présence des parents ou d’un adulte dûment mandaté par eux (à l’école de l’élève ou sur la fiche d’inscription au service de transport scolaire) au point d’arrêt. Par ailleurs, l’élève de maternelle ne doit pas descendre du car si le parent ou un adulte dûment mandaté par eux ne peut le prendre en charge. Si tel est le cas, il sera alors conduit à l’école ou aux forces de l’ordre et sa famille sera chargée de venir le chercher.

En cas de répétition de cette situation, il pourra être décidé de l’exclure des transports scolaires.

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu’une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes et doivent s’effectuer dans l’ordre et dans le calme. Les élèves doivent monter et descendre du véhicule un par un, les uns derrière les autres, le cartable à la main.

Les élèves qui sortent du véhicule ne doivent s’engager sur la chaussée qu’après le départ de celui-ci et après s’être assurés qu’ils peuvent le faire en toute sécurité, notamment après avoir attendu que le véhicule se soit suffisamment éloigné pour que la vue soit complètement dégagée du côté où le car s’éloigne.

La montée ne s’effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules sauf en cas d’affluence importante et au terminus de la ligne.

ART-23 SÉCURITÉ ET CIVISME

Les voyageurs doivent dégager les portes et le couloir central du véhicule. Tous les usagers de ce service doivent voyager assis et rester à leur place durant tout le trajet.

Le port de la ceinture est obligatoire. Le passager qui n’attache pas sa ceinture est passible d’une amende forfaitaire de 4^{ème} classe de 135€ en cas de contrôle effectué par les services de police.

Les sacs ou cartables doivent rester sous le siège de l’élève, tout le temps du trajet, pour ne pas encombrer le passage dans le couloir de circulation ainsi que l’accès aux issues de secours et faciliter l’accrochage de la ceinture de sécurité. Ils ne sont admis que sous l’entière responsabilité de leur propriétaire.

Le temps d’attente aux arrêts est sous la responsabilité des parents, lesquels doivent attendre et reprendre leurs enfants de maternelle à l’arrivée du car aux arrêts prévus. Les parents (ou tout autre personne désignée par les parents) qui déposent ou reprennent les enfants doivent les attendre à l’arrêt de descente pour éviter à ceux-ci de traverser la route.

ART -24 SANCTIONS POSSIBLES EN CAS D’INDISCIPLINE À BORD DES VÉHICULES

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est seule compétente pour procéder à l’application des sanctions prévues au présent règlement.

Durant le trajet, l’accompagnateur intervient en cas de chahut important afin de ramener le calme. Il dispose d’une fiche de signalement, qu’il peut utiliser pour décrire les comportements dangereux des élèves intervenus durant le transport. Cette fiche est ensuite transmise à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, qui pourra prendre les dispositions nécessaires afin que ce comportement ne se reproduise plus.

Les sanctions pourront aller de l’avertissement à l’exclusion de longue durée, **sans indemnisation, ni remboursement des jours de transports non consommés**. La sanction, quelle qu’elle soit, est prononcée par le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ou son représentant, et notifiée au représentant légal pour les élèves mineurs.

Selon la situation et les faits, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis peut convoquer les parents ou le responsable légal de l’élève. Lors de cette convocation, l’élève ainsi que ses parents, ou son responsable légal, prennent connaissance du dossier, et pourront exposer leurs observations.

Il est précisé qu’en cas d’exclusion du service, l’élève n’est pas dispensé de cours, et reste tenu de se rendre à son établissement scolaire.

Ces mesures pourront être prises en cas de chahut trop important ; bagarre, non-respect d’autrui, insolence, menace, non port de la ceinture de sécurité, agression, dégradation du matériel... (cette liste n’est pas exhaustive).

En fonction du contexte, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis se donne toute latitude pour adapter la sanction à la gravité de la faute commise.

Faute n°1 : en cas de chahut important, d’insolence...; la sanction est l’**AVERTISSEMENT**.

Faute n°2 : en cas de menace, non port de la ceinture de sécurité, insolence grave... récidive des fautes n°1 ; la sanction est l’**EXCLUSION TEMPORAIRE** de 1 à 2 journées.

Faute n°3 : en cas d’agression physique, bagarre, dégradation de matériel..., récidive des fautes n° 2 ; la sanction est l’**EXCLUSION DE LONGUE DURÉE** allant de 2 jours à une durée définie par la direction du Réseau Envibus déterminée selon la gravité des faits.

ART -25 VIDEOPROTECTION

Afin d’améliorer la sécurité des voyageurs et des conducteurs, un système de vidéo-protection est installé dans certains véhicules. Conformément aux dispositions du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, la C.A.S.A a nommé un Délégué à la Protection des Données externe, que vous pourrez contacter à l’adresse suivante : dpo@agglo-casa.fr Vous pouvez exercer auprès de lui un droit d’accès, d’interrogation, d’opposition et de rectification aux données collectées dans les

conditions prévues par la législation en vigueur, en précisant l’objet de votre demande.

Si vous estimez, après nous avoir contacté, que vos droits « informatiques et libertés » ne sont pas respectés, vous avez également la possibilité de déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy TSA 80715 – 75334 PARIS », ou sur le site www.cnil.fr».

V–DISPOSITIONS RELATIVES A LA NAVETTE DES NEIGES

ART- 26 ACCES AU VÉHICULE : VOYAGER EN RÈGLE

Toute personne voyageant dans un véhicule **doit être munie d’un titre de transport** valide, le Pass Navette des neiges. Ce Pass est valable pour la journée pour un aller-retour/ou un trajet unique, pour un usager ou un usager et un accompagnant mineur (un justificatif d’identité sera demandé).

Le voyageur peut aussi s’acquitter, en montant dans le bus, du prix intégral de son voyage (Pass Navette des neiges valable la journée pour un aller-retour/ou trajet unique), en faisant, si possible, l’appoint. Les conducteurs-receveurs qui seraient dans l’incapacité de rendre la monnaie sur des grosses coupures (supérieure à 10€) peuvent refuser de vendre un ticket. L’usager ne pourra, dans ce cas, être pris en charge.

Les titres de transport **doivent être validés** dès la montée à bord, le ticket est valable la journée ou pour un trajet unique, à compter de sa validation. Les usagers qui n’auront pas validé leurs titres feront l’objet d’une sanction prévue par l’article 9 du présent règlement.

Les Pass de la gamme tarifaire Envibus ne sont pas valables sur cette Navette des neiges, hormis les usagers montés à l’arrêt Gréolières village qui pourront voyager avec un ticket unitaire Envibus.

Dans le cas où le valideur ne fonctionnerait pas, le voyageur doit se présenter au conducteur-receveur et l’informer de la situation. Les tickets sont alors remplis manuellement par le conducteur avec indication de l’heure de montée de l’usager et de la date.

ART-27 CONDITIONS D’ACCES AU SERVICE

Toute personne voyageant sur ce service doit avoir réservé son trajet.

ART-28 PONCTUALITÉ, RÉSERVATION ET ANNULATION D’UNE RÉSERVATION

Les réservations seront faites directement par les usagers jusqu’à 18h00 la veille pour les services du lendemain.

Le numéro du service est le **04.93.42.40.79**

Les usagers ont la possibilité d’annuler leurs réservations par téléphone au plus tard veille pour le lendemain.

Tout retard pénalise l’ensemble de la clientèle. Ainsi, il est demandé à l’usager de se présenter au point d’arrêt au moins cinq (5) minutes avant l’horaire de départ.

ART- 29 - EXCLUSION DU SERVICE

La Direction Réseau Envibus se réserve la possibilité d’exclure un usager pour les motifs suivants :

- non-respect du présent règlement ;
- absence de l’usager au point d’arrêt sans annulation de la course préalablement réservée auprès du service de réservation Envineige.

En cas d’absence de l’usager au point d’arrêt, si celui-ci n’a pas prévenu le service de réservation de la ligne Envineige de son absence, il sera exclu à compter de cette absence et ce durant la période restante de la saison.

L’exclusion est prononcée par le Vice-Président de la C.A.S.A, ou son représentant, et notifiée à l’usager ou au représentant légal pour les usagers mineurs. Aucune indemnisation ne sera admise.

ART-30 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu’une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes.

La montée ne s’effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules, sauf en cas d’affluence importante.

ART-31 PLACES HANDICAPÉES

Les places handicapées sont prioritairement réservées aux personnes handicapées. Si elles ne sont pas occupées par ces dernières.

ART-32 OBJETS, COLIS ET BAGAGES

Les voyageurs peuvent transporter des colis, bagages ou objets divers gratuitement, s’ils sont peu encombrants. Ils ne sont admis que sous l’entière responsabilité de leurs propriétaires.

Par ailleurs, tout bagage doit comporter de manière lisible la mention des nom et prénom du voyageur.

Les conducteurs-receveurs peuvent refuser les colis, bagages ou objets trop volumineux.

Les objets qui par leur forme, nature, odeur, destination peuvent gêner, incommoder, effrayer les voyageurs, présenter des dangers ou nuire à la santé sont interdits dans les véhicules.

Les équipements/matériels pour le ski sont stockés aux endroits définis (armoires/coffres à ski).

ART-33 ANIMAUX

Aucun animal n’est admis dans les véhicules servant au transport de voyageurs. Par dérogation, les animaux domestiques de petite taille convenablement enfermés ainsi que les chiens accompagnants guides de non-voyants, malvoyants et malentendants peuvent être admis dans les véhicules affectés au transport de voyageurs.

Ils ne doivent en aucun cas constituer une gêne pour les autres voyageurs.

Leur propriétaire en assure l’entière et seule responsabilité. Ils ne doivent en aucun cas occuper une place assise.

ART-34 ARRÊT AUX TERMINUS

Il est interdit à toute personne de prendre place ou de demeurer dans un véhicule affecté au transport public de voyageurs, au-delà du terminus.

Lors des arrêts prolongés aux terminus des lignes, les voyageurs ne sont autorisés à monter dans les véhicules qu’en présence du conducteur-receveur ou avec l’accord de ce dernier. Ils devront attendre le démarrage du véhicule pour valider leurs titres.

VI–DISPOSITIONS RELATIVES A LA NAVETTE DES GORGES DU LOUP

ART- 35 ACCES AU VÉHICULE : VOYAGER EN RÈGLE

Toute personne voyageant dans un véhicule **doit être munie d’un titre de transport** valide, le Pass Navette des Gorges du Loup. Ce Pass est valable pour la journée dès la première validation jusqu’à minuit, pour un usager ou un usager et un accompagnant mineur (un justificatif d’identité sera demandé).

Le voyageur peut aussi s’acquitter, en montant dans le bus, du prix intégral de son voyage, en faisant, si possible, l’appoint. Les conducteurs-receveurs qui seraient dans l’incapacité de rendre la monnaie sur des grosses coupures (supérieure à 10€) peuvent refuser de vendre un ticket. L’usager ne pourra, dans ce cas, être pris en charge.

Les titres de transport **doivent être validés** dès la montée à bord, le ticket est valable la journée, à compter de sa validation, jusqu’à minuit. Les usagers qui n’auront pas validé leurs titres feront l’objet d’une sanction prévue par l’article 9 du présent règlement.

Les Pass de la gamme tarifaire Envibus ne sont pas valables sur cette Navette.

Dans le cas où le valideur ne fonctionnerait pas, le voyageur doit se présenter au conducteur-receveur et l’informer de la situation. Les tickets sont alors remplis manuellement par le conducteur avec indication de l’heure de montée de l’usager et de la date.

ART- 36 - EXCLUSION DU SERVICE

La Direction Régie Envibus se réserve la possibilité d’exclure un usager pour les motifs suivants :

- Non-respect du présent règlement ;

ART-37 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu’une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes.

La montée ne s’effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules, sauf en cas d’affluence importante.

ART-38 PLACES HANDICAPÉES

Les places handicapées sont prioritairement réservées aux personnes handicapées. Si elles ne sont pas occupées par ces dernières.

ART-39 OBJETS, COLIS ET BAGAGES

Les voyageurs peuvent transporter des colis, bagages ou objets divers gratuitement, s’ils sont peu encombrants. Ils ne sont admis que sous l’entière responsabilité de leurs propriétaires.

Par ailleurs, tout bagage doit comporter de manière lisible la mention des nom et prénom du voyageur.

Les conducteurs-receveurs peuvent refuser les colis, bagages ou objets trop volumineux.

Les objets qui par leur forme, nature, odeur, destination peuvent gêner, incommoder, effrayer les voyageurs, présenter des dangers ou nuire à la santé sont interdits dans les véhicules.

Les vélos sont stockés aux endroits définis.

ART-40 ANIMAUX

Aucun animal n’est admis dans les véhicules servant au transport de voyageurs. Par dérogation, les animaux domestiques de petite taille convenablement enfermés ainsi que les chiens accompagnants guides de non-voyants, malvoyants et

malentendants peuvent être admis dans les véhicules affectés au transport de voyageurs.

Ils ne doivent en aucun cas constituer une gêne pour les autres voyageurs.

Leur propriétaire en assure l’entière et seule responsabilité. Ils ne doivent en aucun cas occuper une place assise.

ART-41 ARRÊT AUX TERMINUS

Il est interdit à toute personne de prendre place ou de demeurer dans un véhicule affecté au transport public de voyageurs, au-delà du terminus.

Lors des arrêts prolongés aux terminus des lignes, les voyageurs ne sont autorisés à monter dans les véhicules qu’en présence du conducteur-receveur ou avec l’accord de ce dernier. Ils devront attendre le démarrage du véhicule pour valider leurs titres.

Thierry OCCELLI

Vice - Président Délégué à la Mobilité et aux Transports



REGLEMENT INTERIEUR ENVIBUS

Commun à tous les services

I -DISPOSITIONS COMMUNES

Le présent règlement est susceptible d'être mis à jour selon l'évolution de la réglementation en vigueur.

Selon l'évolution des mesures gouvernementales en vigueur, la Direction Régie Envibus se réserve le droit d'imposer le port du masque dans les véhicules circulant sur l'ensemble du Réseau.

ART- 1 ACCES AU VÉHICULE : VOYAGER EN RÈGLE

Toute personne voyageant dans un véhicule **doit être munie d'un titre de transport** valide, sauf les enfants de moins de 6 ans, sous réserve d'être accompagnés d'une personne de 16 ans minimum munie d'un titre valide (4 enfants de moins de 6 ans par accompagnant). Un justificatif de l'âge de l'enfant doit pouvoir être fourni en cas de contrôle.

Un enfant de moins de 6 ans, non accompagné, ne peut voyager seul sur le réseau Envibus.

Le voyageur peut aussi s'acquitter, en montant dans le bus, du prix intégral de son voyage (ticket unitaire valable 1 heure, correspondances autorisées), en faisant, si possible, l'appoint. Les conducteurs-receveurs qui seraient dans l'incapacité de rendre la monnaie sur des grosses coupures (supérieures à 10€) peuvent refuser de vendre un ticket. L'utilisateur ne pourra, dans ce cas, être pris en charge.

Les titres de transport **doivent être validés** dès la montée à bord, le ticket est valable 1 heure à compter de la première validation. Les usagers qui n'auront pas validé leurs titres feront l'objet d'une sanction prévue par l'article 9 du présent règlement.

Les Pass École sont valables uniquement pendant la période scolaire sur le trajet domicile-école.

Dans le cas où le valideur ne fonctionnerait pas, le voyageur doit se présenter au conducteur-receveur et l'informer de la situation. Les tickets unitaires sont alors remplis manuellement par le conducteur avec indication de la ligne et de l'heure de montée de l'utilisateur.

Gamme tarifaire : certains abonnements Envibus (Pass trimestriel, Pass liberté et Pass École) sont soumis à la transmission de pièces justificatives pour leur délivrance, accompagnées d'une photo d'identité « tête nue », conformément à la réglementation existante en matière de permis de conduire, cartes d'identité et passeports.

Toute perte, vol ou détérioration de la carte sans contact, devra être signalé par l'utilisateur dans la gare routière la plus proche dans le périmètre de la CASA ou bien aux points de vente situés à Villeneuve Loubet ou à Roquefort les Pins. Le remplacement se fera contre le paiement d'une somme de 8 euros pour frais de dossier et duplicata.

ART-2 POINTS D'ARRÊT

Les voyageurs désirant descendre à un arrêt déterminé doivent signaler leur intention, en appuyant sur un bouton « ARRET DEMANDE » ou en l'absence de bouton, en avertissant verbalement le conducteur-receveur, au moins 100 mètres avant cet arrêt.

Tous les arrêts du réseau, à l'exception des arrêts faisant fonction de départs ou de terminus des lignes, sont facultatifs.

Les voyageurs désirant monter dans un véhicule doivent être présents au point d'arrêt au moins deux minutes avant l'horaire prévu et faire un signe de la main au conducteur-receveur suffisamment à l'avance afin que ce dernier puisse anticiper son arrêt en toute sécurité.

Les points d'arrêt sont signalés par des zébras, des poteaux d'arrêt, des abribus et/ou arrêts provisoires ou une ligne bleue marquée au sol.

Aucun arrêt n'est autorisé en dehors des emplacements réservés à cet effet.

ART-3 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu'une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes.

La montée ne s'effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules, sauf en cas d'affluence importante.

ART-4 PLACES RESERVÉES

Il est interdit à toute personne d'occuper un emplacement non destiné aux voyageurs.

ART-4-1 PLACES ASSISES

Une place dans chaque véhicule jusqu'à 20 places assises, et 4 places dans les bus ayant plus de 20 places assises, sont réservées aux catégories suivantes d'usagers, dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- Aux mutilés de guerre ;
- Aux aveugles, invalides et infirmes civils et militaires ;
- Aux femmes enceintes ;
- Aux personnes âgées ;
- Aux personnes accompagnées d'enfants de moins de 6 ans ;
- Usagers détenteurs d'une carte de priorité ;
- À partir du 1^{er} janvier 2017, aux usagers détenteurs d'une carte « mobilité-inclusion ».

Ces places sont matérialisées par des pictogrammes et ne donnent aucun droit de priorité pour l'accès dans les véhicules.

ART-4-2 PLACES HANDICAPÉES

Les places handicapées sont prioritairement réservées aux personnes handicapées. Si elles ne sont pas occupées par ces dernières, les usagers voyageant avec une poussette sont autorisés à y prendre place.

ART-5 SÉCURITÉ

Les voyageurs doivent dégager les portes et le couloir central du véhicule. Ils doivent se tenir aux barres et poignées pour maintenir leur équilibre en cas d'accélération ou de freinage brusque.

En cas d'affluence importante, les voyageurs ne disposant pas de place assise doivent se diriger vers l'arrière du véhicule afin de ne pas obstruer l'entrée.

De même, il est strictement interdit :

- D'enfreindre le présent règlement,
- De transporter un vélo à bord du bus,
- De descendre entre 2 arrêts ou au moment de la fermeture des portes,
- De se pencher en dehors du véhicule,
- De fumer, manger et boire des boissons alcoolisées ou non dans les véhicules, même en cas d'arrêt prolongé,
- D'utiliser une cigarette électronique,
- De monter dans les véhicules, entrer dans les locaux de services ou d'attente en état de grande malpropreté ou en état d'ivresse manifeste,
- De commettre des actes de nature à troubler l'ordre public ou entraver le bon fonctionnement des services,
- De mettre les pieds ou s'allonger sur les sièges ou les banquettes,
- De tenir dans ces lieux des propos malséants, injurieux ou menaçants,
- De solliciter dans ces lieux les personnes s'y trouvant, vendre ou distribuer des objets, faire de la publicité ou de la propagande,
- De cracher dans les espaces ou véhicules affectés au transport publics de voyageurs, d'uriner en dehors des espaces destinés à cet effet ou de détériorer ou de souiller de quelque manière que ce soit les espaces, les véhicules ou le matériel affecté au service public de transport de voyageurs,
- D'enlever ou de détériorer les étiquettes, cartes, pancartes ou les inscriptions intéressant le service de transport public de voyageurs, ainsi que la publicité régulièrement apposée dans les gares et les véhicules ou les zones d'affichage prévues à cet effet,
- De manipuler des objets dangereux ou tranchants,
- De détériorer ou utiliser les valideurs à d'autres fins que la validation des titres,
- De modifier ou de déranger, sans autorisation, le fonctionnement normal des équipements installés dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs,
- De faire obstacle ou mettre un obstacle à l'ouverture ou à la fermeture des portes,
- De gêner la manœuvre des dispositifs de sécurité,
- De monter dans les véhicules en surnombre des places indiquées
- De se servir sans motif légitime d'un signal d'alarme ou d'arrêt mis à la disposition des voyageurs dans les espaces et véhicules affectés au transport public de voyageurs,
- De se tenir debout sur la plate-forme avant des véhicules,
- De parler au conducteur-receveur pendant qu'il conduit (sauf indication de l'arrêt),
- De porter ou transporter des matières ou objets qui, par leur nature, leur quantité ou l'insuffisance de leur emballage, peuvent être dangereux, gêner ou incommoder les voyageurs,
- D'abandonner ou de déposer sans surveillance des matériaux ou objets, déchets et détritiques dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs, - de revendre un titre de transport,
- De retarder, de quelque manière que ce soit, le départ du matériel roulant ou d'entraver son mouvement,

- De faire usage, sans autorisation, dans les véhicules affectés au transport de voyageurs, dans les salles d'attente, sur les quais ou dans les dépendances des gares accessibles aux voyageurs d'appareils ou instruments sonores, ou de troubler la tranquillité d'autrui par des bruits ou des tapages,
- De demander ou recueillir un don, une aumône ou un autre avantage,

Par ailleurs, il est formellement interdit aux personnes équipées de patins à roulettes, rollers ou assimilés de s'agripper à l'extérieur du véhicule, que ce dernier soit à l'arrêt ou en mouvement. En outre, ces personnes sont tenues d'enlever ces équipements pour monter dans le véhicule.

Il est également interdit à toute personne de circuler, sans autorisation, dans les espaces affectés au transport de voyageurs, sur des engins motorisés ou non, à l'exception des moyens de déplacement utilisés par les personnes à mobilité réduite.

Les usagers sont tenus de porter une tenue correcte (haut et bas couverts).

Toute personne contrevenant à ces dispositions est responsable des conséquences physiques et matérielles dues à son comportement.

ART-6 OBJETS, COLIS ET BAGAGES

Les voyageurs peuvent transporter des colis, bagages ou objets divers gratuitement, s'ils sont peu encombrants. Ils ne sont admis que sous l'entière responsabilité de leurs propriétaires.

Par ailleurs, tout bagage doit comporter de manière lisible la mention des nom et prénom du voyageur.

Sont autorisés à bord des véhicules les engins de déplacement personnel, dès lors que ces derniers sont pliants et portables, afin d'éviter tout encombrement à bord.

Les conducteurs-receveurs peuvent refuser les colis, bagages ou objets trop volumineux.

Les objets qui par leur forme, nature, odeur, destination peuvent gêner, incommoder, effrayer les voyageurs, présenter des dangers ou nuire à la santé sont interdits dans les véhicules.

Aucun siège ne pourra être occupé par des colis, bagages ou objets.

ART-7 ANIMAUX

Aucun animal n'est admis dans les véhicules servant au transport de voyageurs. Par dérogation, les animaux domestiques de petite taille convenablement enfermés ainsi que les chiens accompagnants-guides de non-voyants, malvoyants et malentendants peuvent être admis dans les véhicules affectés au transport de voyageurs.

Ils ne doivent en aucun cas constituer une gêne pour les autres voyageurs.

Leur propriétaire en assure l'entière et seule responsabilité.

Ils ne doivent en aucun cas occuper une place assise.

ART-8 ARRÊT AUX TERMINUS

Il est interdit à toute personne de prendre place ou de demeurer dans un véhicule affecté au transport public de voyageurs au-delà du terminus.

Toutefois, lors des arrêts prolongés aux terminus des lignes, les voyageurs ne sont autorisés à monter dans les véhicules qu'en présence du conducteur-receveur ou avec l'accord de ce dernier. Ils devront attendre le démarrage du véhicule pour valider leurs titres.

ART-9 CONTRÔLES, VERBALISATION ET INFRACTIONS AU PRÉSENT REGLEMENT

Les voyageurs sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents chargés d'assurer l'observation du présent règlement. Ces agents sont revêtus d'un uniforme, d'un signe distinctif ou munis d'une pièce justifiant leur qualité.

Toute personne contrevenante ou perturbant le bon fonctionnement des services pourra faire l'objet de sanctions administratives pouvant aller jusqu'à l'exclusion du service.

Seront également constatées, poursuivies et réprimées les contraventions aux dispositions du décret n°2019-726 du 9 juillet 2019 relatif aux dispositions des titres IV, V et VI du livre II de la deuxième partie réglementaire du code des transports et comportant diverses dispositions relatives à la sûreté des transports, aux dispositions de l'ordonnance n°2020-934 du 29 juillet 2020 portant réorganisation des dispositions du code des transports relatives à la sûreté dans les transports et aux dispositions du décret n°2020-1276 du 19 octobre 2020 relatif aux dispositifs de descente à la demande et modifiant diverses dispositions du code des transports en matière de sûreté dans les transports appliquées par le présent règlement.

ART 9-1 INFRACTIONS TARIFAIRES

Lors des contrôles, les voyageurs sont tenus de présenter leur titre aux agents de contrôle. L'achat d'un titre au conducteur-receveur ou la validation de celui-ci n'est alors plus possible. Les usagers doivent conserver leur titre de transport validé tout au long du trajet.

Les voyageurs sont priés de présenter leur titre de circulation et une pièce d'identité à toute demande des agents chargés du contrôle.

Toute infraction tarifaire sera sanctionnée dans les conditions suivantes :

1. **Cas n° 1** : voyageur sans titre de transport : **51.50 € (*)**
2. **Cas n° 2** : voyageur muni d'un titre non validé ou non valable : **34.50 € (*)**
3. **Cas n°3** : voyageur muni d'un titre, qu'il valide à vue du contrôleur : **34.50 € (*)**

Lorsque le montant de la transaction est, en application de l'article 529-4 du Code de procédure pénale, versé au moment de la constatation de l'infraction, il est encaissé par les contrôleurs agréés et assermentés du réseau Envibus. Ce versement donne lieu à la délivrance immédiate d'une quittance comportant les mentions définies par arrêté du Ministre chargé des Transports.

Lorsque la transaction n'est pas réalisée par un versement au moment de la constatation de l'infraction, le contrôleur assermenté du réseau Envibus établit un procès-verbal de constatation de l'infraction, qui mentionne l'objet, le montant de la transaction, le montant des frais de constitution de dossier, le délai imparti pour le versement des sommes dues et les modalités de ce versement.

Ainsi, si le contrevenant n'a pas réglé le montant de la transaction dans un délai de sept (7) jours à compter du jour de l'établissement du procès-verbal d'infraction, il s'expose au versement supplémentaire de frais de dossier d'un montant de trente-huit (38) Euros, en sus du montant de la transaction.

Il mentionne également le délai et les conditions dans lesquels peut être formulée la protestation dudit procès-verbal. Il comporte, en outre, les observations du contrevenant, auquel est remise une copie de ce document.

Une fois le contrevenant verbalisé, ce dernier doit s'acquitter du montant d'un ticket unitaire s'il souhaite continuer son trajet. À défaut, il devra descendre au prochain arrêt.

« **Pass Joker** » : afin d'inciter le primo-fraudeur à voyager en règle, l'agent agréé et assermenté de la C.A.S.A proposera aux usagers contrevenants lors de la constatation de l'absence de titre de transport de s'acquitter d'un abonnement de 51.50€ d'une validité de deux (2) mois correspondant au montant de l'amende pour absence de titre.

L'utilisateur devra se rendre au plus tard dans les quarante-huit (48) heures ouvrables suivant la constatation de l'infraction, dans un point de vente Envibus afin de bénéficier de cette possibilité qui s'inscrit dans le cadre de la phase amiable de la poursuite des infractions aussi appelée transaction prévue à l'article 529-4 du Code de Procédure Pénale.

(*) Montant des amendes susceptible d'être révisé annuellement.

ART 9-2 DISPOSITIONS PENALES

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 3^{ème} classe le fait :

1. De pénétrer dans un espace dont l'accès est réservé aux détenteurs d'un titre de transport ou de voyager dans un véhicule affecté au transport public collectif de voyageurs autres que ferroviaire, sans être muni d'un titre de transport valable complété, s'il y a lieu, par les opérations incombant au voyageur telles que compostage, validation ou apposition de mentions manuscrites
2. Pour tout voyageur, de déposer un bagage dans un emplacement du véhicule prévu à cet effet sans respecter les dispositions de l'article 6 du présent règlement.
3. De fumer dans un véhicule affecté au transport public collectif de voyageurs ou dans une gare, hors d'un emplacement mis à la disposition des fumeurs, en application des dispositions de l'article R.3512-1 du Code de la santé publique.

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe le fait, dans un véhicule affecté au transport public collectif de voyageurs :

4. De s'installer ou de déposer ses bagages ou tout autre objet, sans respecter les dispositions de l'article 4 du présent règlement ;
5. De se pencher en dehors des véhicules ou de rester sur les marchepieds pendant la marche ;
6. De prendre place ou de demeurer dans le véhicule au-delà du terminus ;
7. D'empêcher la fermeture des portes d'accès ou de les ouvrir ;
8. D'entrer ou sortir du véhicule sans respecter les dispositions de l'article 3 du présent règlement ;
9. D'introduire des armes, matières ou objets en violation des dispositions de l'article 5 du présent règlement ;
10. D'introduire un animal en violation des dispositions de l'article 7 du présent règlement.

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe le fait d'utiliser sans autorisation un véhicule affecté au transport public de voyageurs comme engin de remorquage.

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe le fait, dans les espaces ou véhicules où ces comportements sont interdits :

11. de se servir sans motif légitime d'un signal d'alarme ou d'arrêt mis à la disposition des voyageurs dans les espaces et véhicules affectés au transport public de voyageurs,
12. de cracher dans les espaces ou véhicules affectés au transport publics de voyageurs, d'uriner en dehors des espaces destinés à cet effet ou de détériorer ou de souiller de quelque manière que ce soit les espaces, les véhicules ou le matériel affecté au service public de transport de voyageurs,

13. d'enlever ou de détériorer les étiquettes, cartes, pancartes ou les inscriptions intéressant le service de transport public de voyageurs, ainsi que la publicité régulièrement apposée dans les gares et les véhicules ou les zones d'affichage prévues à cet effet,
14. de modifier ou de déranger, sans autorisation, le fonctionnement normal des équipements installés dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs,
15. d'abandonner ou de déposer sans surveillance des matériaux ou objets, déchets et détritrus dans les espaces ou véhicules affectés au transport de voyageurs, - de revendre un titre de transport,
16. de faire usage, sans autorisation, dans les véhicules affectés au transport de voyageurs, dans les salles d'attente, sur les quais ou dans les dépendances des gares accessibles aux voyageurs d'appareils ou instruments sonores, ou de troubler la tranquillité d'autrui par des bruits ou des tapages,
17. de circuler sans autorisation sur des engins motorisés ou non, à l'exception des moyens de déplacement utilisés par les personnes à mobilité réduite.
18. de se trouver en état d'ivresse manifeste.

Attention : les contraventions prévues au 11°, 14°, 15° et 17° ci-avant, ne sont pas applicables, lorsque les faits sont commis de façon intentionnelle dans les lieux et selon les circonstances prévues par les 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L.2242-4 du Code des Transports.

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe le fait, pour toute personne de refuser d'obtempérer aux injonctions adressées pour assurer l'observation du présent règlement par :

- Les fonctionnaires ou agents de l'Etat assermentés missionnés à cette fin et placés sous l'autorité du Ministre chargé des transports ;
- Les agents assermentés de l'exploitant du service de transport ;
- Les agents assermentés agissant pour le compte de l'exploitant du service de transport ;
- Les agents de police municipale.

ART-10 RENSEIGNEMENTS

Lorsque le conducteur-receveur ne peut répondre à une demande de renseignement commercial, il convient de contacter le numéro de renseignement suivant **Info Envibus 04.89.87.72.00** ou de s'adresser au point de vente et d'information le plus proche.

La liste des points de vente est accessible sur le site internet www.envibus.fr.

ART-11 OBJETS TROUVÉS

Les objets trouvés seront centralisés dès le lendemain au point de vente et d'information le plus proche de leur découverte. Ils seront remis hebdomadairement au service des objets trouvés de la police municipale de la commune.

ART-12 RÉCLAMATIONS

Toute réclamation peut être :

- Déposée **sur les fiches de qualité destinées à cet effet et à disposition dans les gares routières et autres points de vente du réseau Envibus**
- Envoyée par e-mail à : envibus@agglo-casa.fr

- Envoyée par courrier à :

**Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
Direction Réseau Envibus-Les Genêts
449 Route des Crêtes- BP 43
06901 Sophia Antipolis**

II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX LIGNES REGULIERES DU RESEAU ENVIBUS

ART -13 POUSSETTES

La montée à bord avec une poussette s'effectue par priorité par la porte avant du véhicule. Si celle-ci ne passe pas par la porte avant, l'utilisateur doit demander l'autorisation au conducteur de monter par la porte arrière et ne pas oublier de valider son titre.

Le véhicule ne doit pas contenir plus de deux poussettes dépliées dans un même bus. Elles ne doivent pas gêner les autres usagers et ne doivent pas dépasser dans l'allée centrale.

La poussette dépliée doit stationner sur l'emplacement matérialisé par un pictogramme ou sur un emplacement réservé par priorité aux utilisateurs de fauteuils roulants ; leur céder la place le cas échéant.

En cas d'affluence les poussettes devront être pliées.

ART -14 VIDEOPROTECTION

Afin d'améliorer la sécurité des voyageurs et des conducteurs, un système de vidéo-protection est installé dans certains véhicules.

Conformément aux dispositions du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la C.A.S.A a nommé un Délégué à la Protection des Données externe, que vous pourrez contacter à l'adresse suivante : dpo@agglo-casa.fr Vous pouvez exercer auprès de lui un droit d'accès, d'interrogation, d'opposition et de rectification aux données collectées dans les conditions prévues par la législation en vigueur, en précisant l'objet de votre demande.

Si vous estimez, après nous avoir contacté, que vos droits « informatiques et libertés » ne sont pas respectés, vous avez également la possibilité de déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy TSA 80715 – 75334 PARIS », ou sur le site www.cnil.fr».

III–DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE DE TRANSPORT ICILA D’ENVIBUS

ART-15 OBJET ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE

Le 8 février 2018, un Pôle Métropolitain constitué de la Communauté d’Agglomération Sophia Antipolis, la Communauté d’Agglomération Cannes Pays de Lérins, la Communauté d’Agglomération du Pays de Grasse, et la Communauté de Communes des Alpes d’Azur, a été créé afin de développer des projets communs dans les thématiques suivantes :

- Développement économique
- Attractivité
- Mobilité
- Protection et sensibilisation environnementales
- Valorisation des déchets

Le service de transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite pourra être exécuté sur le territoire du Pôle Métropolitain.

Le service de transport à la demande est un service de transport public collectif de personnes. Icià d’Envibus permet aux usagers de disposer d’un service souple et pratique, qui vient en complément des lignes existantes du réseau Envibus sur la même zone de desserte.

Un(e) opérateur (rice) se charge de l’adhésion, de la réservation, de la planification des trajets afin d’offrir une solution de transport à chaque usager. Néanmoins, l’opérateur (rice) peut être amené(e) à proposer une solution de transport dans une ligne régulière ou scolaire si celle-ci existe, dans un délai qu’il jugera raisonnable.

S’agissant d’un transport collectif, plusieurs personnes pourront être amenées à voyager dans le même véhicule, et le trajet proposé entre les deux (2) points d’arrêt et demandé par l’usager pourra être allongé pour permettre la dépose ou la prise en charge d’autres usagers du service.

Ce service de transport à la demande comprend deux types de prestations :

- Le service de « trottoir à trottoir », ouvert à toute personne adhérente au service présentant un handicap ne lui permettant pas d’utiliser les lignes régulières du réseau Envibus et ayant rempli les conditions d’accès au service (agrémentation par un médecin...) ;
- Le service de « point d’arrêt à point d’arrêt », pour les autres usagers ;

Les personnes souhaitant bénéficier de ce service doivent préalablement s’y inscrire.

L’adhésion ouvre le droit à réservation, mais ne garantit pas la disponibilité des véhicules, et ne procure pas un droit d’accès automatique et systématique au service.

Les courses à destination d’établissements spécialisés (tels que Établissements et Services d’Aide par le Travail, Instituts Médico-Éducatifs, Etablissements d’accueil pour les enfants de moins de 6 ans CAMPS, centres d’accueils de jour et maison d’accompagnement spécialisé) ne sont pas autorisées.

Le nombre de voyages est limité à six (6) par semaine, et par usager détenteur de la carte de priorité, pour le service de trottoir à trottoir.

En revanche, pour les usagers se déplaçant en fauteuil roulant de manière pérenne et/ou présentant un handicap de cécité et/ou présentant une invalidité supérieure ou égale à 80%, le nombre de voyages n’est pas limité.

ART-16 CONDITIONS D'ACCES AU SERVICE

Toute personne voyageant sur le service Icilà d'Envibus doit :

- Pour le service de « trottoir à trottoir » :
 - Être adhérent au service de transport « Icilà d'Envibus » y compris à celui pour personne en grande difficulté de mobilité, ou accompagner une personne handicapée.
 - Le droit d'adhésion au service est uniquement ouvert de plein droit aux personnes en grande difficulté de mobilité et présentant une attestation sur l'honneur de déplacement en fauteuil roulant.
 - Le droit d'adhésion au service sera soumis à l'acceptation d'un dossier complet, agréé par un médecin, pour les titulaires d'
 - Une carte de priorité ;
 - Et/ou une carte d'invalidité à 80% et plus ;
 - Et/ou une carte de cécité ;
 - Et/ou une carte « mobilité inclusion » à partir du 1^{er} janvier 2017.

Les usagers se déplaçant en fauteuil roulant de manière pérenne et/ou présentant un handicap de cécité et/ou présentant une invalidité supérieure ou égale à 80%, auront accès au service de transport à la demande PMR CAPAZUR.

Les usagers du service de « trottoir à trottoir » ne pourront accéder au service sans réservation. Ce service dessert les communes du territoire de la C.A.S.A et peut desservir le Pôle Métropolitain.

- « Icilà d'Envibus » pour les deux services :
 - Avoir réservé son trajet au **04.92.19.76.33** ou effectué en ligne une pré-réservation validée, les horaires d'ouverture de la centrale étant du lundi au vendredi de 6h30 à 18h30 et le samedi de 9h à 12h et de 14h à 16h. Il peut être demandé que les réservations soient prises par une tierce personne choisie par la personne transportée, afin de pallier les défaillances de cette dernière dans sa capacité à organiser ses déplacements (troubles de la mémoire, surdité, difficultés d'élocution...).
 - **Être muni d'un titre de transport valide y compris pour l'accompagnant ;**

Exceptionnellement, l'utilisateur du service de « point d'arrêt à point d'arrêt » qui n'aurait pas réservé son trajet préalablement à sa montée dans le véhicule pourra accéder à ce service en demandant au conducteur de valider sa réservation auprès de la centrale de réservation.

ART-17 PONCTUALITÉ ET ANNULATION D'UNE RÉSERVATION

Tout retard pénalise l'ensemble de la clientèle. Ainsi, il est demandé à l'utilisateur de se présenter au lieu de rendez-vous au moins cinq (5) minutes avant l'heure convenu lors de la réservation.

Sauf cas de force majeure, des retards répétés de l'utilisateur pourront faire l'objet d'une mise en garde de la part de la Direction Réseau Envibus pouvant aboutir à l'exclusion temporaire du service après trois avertissements par SMS ou par écrits.

Les usagers ont la possibilité d'annuler leurs réservations soit par téléphone au **04.92.19.76.33** soit par mail à « annulationicila@agglo-casa.fr ».

En cas d'annulation de son trajet, l'utilisateur devra en informer le service de réservation au plus tôt.

Les conducteurs ne sont pas autorisés à attendre plus de 5 minutes après l'heure du rendez-vous afin de ne pas perturber la suite des courses qu'ils ont à effectuer.

ART- 18 LIEU DE PRISE EN CHARGE ET DESTINATION

Il est rappelé que l'origine et la destination des transports doivent être situées dans le ressort territorial de la C.A.S.A ou sur le territoire du Pôle Métropolitain.

Les points de montée et de descente sont définis de manière précise lors de la réservation (n° de rue ou nom d'arrêt). Il est demandé de préciser de manière exhaustive le lieu de prise en charge et de déposer de l'utilisateur, lors de la réservation via la centrale d'appels, afin d'éviter toute erreur de destination.

Les arrêts sont définis par la centrale de réservation en respectant les règles de sécurité et de confort selon la destination choisie par l'adhérent.

Aucun arrêt n'est autorisé si les règles de sécurité ne le permettent pas.

Dispositions spécifiques à chaque service :

- *Pour le service de « trottoir à trottoir » :*

Les usagers doivent se présenter à l'extérieur du lieu de prise en charge.

Le conducteur pourra les aider dans la montée et la descente du véhicule mais en aucun cas un accompagnement ne sera effectué sur le lieu de destination.

Les usagers définissent avec la centrale de réservation le lieu exact de prise en charge et doivent s'y tenir.

- *Pour le service de « point d'arrêt à point d'arrêt » :*

Les points d'arrêt sont signalés par des zébras, des poteaux d'arrêt, poteaux provisoires et/ou des abribus.

ART-19 VIE A BORD ET SECURITÉ

Ce service ne comprend pas le port des bagages et autres effets personnels par le conducteur-receveur, les usagers doivent prendre leurs dispositions.

À bord des véhicules, les usagers doivent se conformer aux instructions de sécurité.

Les conducteurs n'interviennent que dans l'accès, la sécurisation et la descente des véhicules.

Ils sont tenus d'assurer le transport en toute sécurité, à savoir :

- Attacher les fauteuils roulants de façon sécurisée avec du matériel testé et homologué ;
- Attacher la personne assise (sur le fauteuil ou sur le siège du véhicule suivant le handicap) ;

Le port de la ceinture de sécurité est obligatoire (sauf si contrainte médicale). Le passager qui n'attache pas sa ceinture est passible d'une amende forfaitaire de 4^{ème} classe de 135 € en cas de contrôle effectué par les services de police.

Les voyageurs doivent s'asseoir à l'arrière du véhicule (sauf en cas de manque de place).

Il est demandé **la présence systématique d'un accompagnateur**, dans le cas où la personne ne peut pas voyager seule dans un véhicule ou à destination.

L'accompagnement est obligatoire dans les cas suivants :

- Problème d'autonomie pouvant mettre en jeu la sécurité de la personne (personne semi-valide ne pouvant marcher seule, incapacité à demander de l'aide) ;
- Incapacité à manœuvrer seul le fauteuil roulant ;
- Incapacité à gérer les relais au départ ou à destination du transport ;

- Enfant âgé de moins de 6 ans ;

ART- 20 POSSIBILITÉ D'EXCLUSION DU SERVICE

Toute personne contrevenante ou perturbant le bon fonctionnement des services pourra faire l'objet de sanctions administratives voire de poursuites judiciaires.

La Direction Réseau Envibus se réserve la possibilité d'exclure un abonné pour les motifs suivants :

- Autonomie insuffisante ;
- Non-respect du présent règlement ;
- Non-respect des heures de rendez-vous par l'utilisateur ;
- Comportement insolent avec le personnel de conduite, ou le personnel chargé des réservations ;
- Usage abusif de la plateforme de réservation et du fonctionnement en temps réel du service proposé, perturbant ainsi le bon déroulement de l'exploitation quotidienne des véhicules.
- etc....

Toute infraction de l'utilisateur est laissée à l'appréciation de la Direction Régie Envibus.

Un dispositif de sanctions graduées sera appliqué aux personnes qui ne se présenteraient pas de façon répétée au lieu et heure fixés lors de la réservation de la course, pouvant aller jusqu'à l'exclusion du service.

IV-DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE DE TRANSPORT SCOLAIRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, assure l'ensemble des transports en commun dans son ressort territorial.

Le transport scolaire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis concerne à la fois des élèves d'écoles maternelles, élémentaires, de collèges et de lycées.

Les services de transports scolaires des élèves de primaire et de maternelle pourront être regroupés avec les services de transports scolaires des collèges et lycées.

Les élèves des différents établissements scolaires peuvent être regroupés dans les mêmes véhicules. Cependant, le transport des élèves d'écoles maternelles et élémentaires de moins de six (6) ans, nécessite pour des raisons de sécurité, la présence constante d'un accompagnateur à l'intérieur du véhicule et aux points d'arrêt. Les enfants de plus de six (6) ans pourront utiliser le service de transport scolaire sans accompagnateur.

Le présent règlement a pour but d'assurer la sécurité et la discipline à l'intérieur des cars scolaires ainsi qu'aux points d'arrêt, et de prévenir le risque d'accident.

L'inscription au service de transport scolaire vaut acceptation du présent règlement.

Les usagers n'étant pas scolarisés peuvent emprunter les services dans la limite des places disponibles sur les lignes desservant les collèges et lycées uniquement et en complément du réseau des lignes régulières et du service Icila d'Envibus.

ART- 21 L'ACCOMPAGNATEUR : ACTEUR ESSENTIEL DU TRANSPORT SCOLAIRE

Pour des raisons de sécurité, la prise en charge des élèves de maternelles doit être encadrée par un accompagnateur. L'accompagnateur aide en priorité ces enfants à monter et à descendre de l'autocar.

Lorsque les enfants sont montés, il veille à ce qu'ils soient assis et le restent durant tout le trajet.

Il veille également à ce que tous les enfants aient attaché leur ceinture de sécurité.

Les élèves de maternelle doivent être remis au point d'arrêt de départ en direction de l'établissement par les parents ou un adulte dûment mandaté par eux et doivent être repris au point d'arrêt du retour de l'établissement par les parents ou par tout adulte dûment mandaté par eux.

ART-22 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La prise en charge et la dépose des enfants de maternelle sont obligatoirement tributaires de la présence des parents ou d'un adulte dûment mandaté par eux (à l'école de l'élève ou sur la fiche d'inscription au service de transport scolaire) au point d'arrêt. Par ailleurs, l'élève de maternelle ne doit pas descendre du car si le parent ou un adulte dûment mandaté par eux ne peut le prendre en charge. Si tel est le cas, il sera alors conduit à l'école ou aux forces de l'ordre et sa famille sera chargée de venir le chercher.

En cas de répétition de cette situation, il pourra être décidé de l'exclure des transports scolaires.

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu'une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes et doivent s'effectuer dans l'ordre et dans le calme. Les élèves doivent monter et descendre du véhicule un par un, les uns derrière les autres, le cartable à la main.

Les élèves qui sortent du véhicule ne doivent s'engager sur la chaussée qu'après le départ de celui-ci et après s'être assurés qu'ils peuvent le faire en toute sécurité, notamment après avoir attendu que le véhicule se soit suffisamment éloigné pour que la vue soit complètement dégagée du côté où le car s'éloigne.

La montée ne s'effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules sauf en cas d'affluence importante et au terminus de la ligne.

ART-23 SÉCURITÉ ET CIVISME

Les voyageurs doivent dégager les portes et le couloir central du véhicule.

Tous les usagers de ce service doivent voyager assis et rester à leur place durant tout le trajet.

Le port de la ceinture est obligatoire. Le passager qui n'attache pas sa ceinture est passible d'une amende forfaitaire de 4^{ème} classe de 135€ en cas de contrôle effectué par les services de police.

Les sacs ou cartables doivent rester sous le siège de l'élève, tout le temps du trajet, pour ne pas encombrer le passage dans le couloir de circulation ainsi que l'accès aux issues de secours et faciliter l'accrochage de la ceinture de sécurité. Ils ne sont admis que sous l'entière responsabilité de leur propriétaire.

Le temps d'attente aux arrêts est sous la responsabilité des parents, lesquels doivent attendre et reprendre leurs enfants de maternelle à l'arrivée du car aux arrêts prévus.

Les parents (ou tout autre personne désignée par les parents) qui déposent ou reprennent les enfants doivent les attendre à l'arrêt de descente pour éviter à ceux-ci de traverser la route.

ART -24 SANCTIONS POSSIBLES EN CAS D'INDISCIPLINE À BORD DES VÉHICULES

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est seule compétente pour procéder à l'application des sanctions prévues au présent règlement.

Durant le trajet, l'accompagnateur intervient en cas de chahut important afin de ramener le calme. Il dispose d'une fiche de signalement, qu'il peut utiliser pour décrire les comportements dangereux des élèves intervenus durant le transport. Cette fiche est ensuite transmise à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, qui pourra prendre les dispositions nécessaires afin que ce comportement ne se reproduise plus.

Les sanctions pourront aller de l'avertissement à l'exclusion de longue durée, **sans indemnisation, ni remboursement des jours de transports non consommés.**

La sanction, quelle qu'elle soit, est prononcée par le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ou son représentant, et notifiée au représentant légal pour les élèves mineurs.

Selon la situation et les faits, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis peut convoquer les parents ou le responsable légal de l'élève.

Lors de cette convocation, l'élève ainsi que ses parents, ou son responsable légal, prennent connaissance du dossier, et pourront exposer leurs observations.

Il est précisé qu'en cas d'exclusion du service, l'élève n'est pas dispensé de cours, et reste tenu de se rendre à son établissement scolaire.

Ces mesures pourront être prises en cas de chahut trop important ; bagarre, non-respect d'autrui, insolence, menace, non port de la ceinture de sécurité, agression, dégradation du matériel... (cette liste n'est pas exhaustive).

En fonction du contexte, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis se donne toute latitude pour adapter la sanction à la gravité de la faute commise.

Faute n°1 : en cas de chahut important, d'insolence...; la sanction est l'**AVERTISSEMENT**.

Faute n°2 : en cas de menace, non port de la ceinture de sécurité, insolence grave... récidive des fautes n°1 ; la sanction est l'**EXCLUSION TEMPORAIRE** de 1 à 2 journées.

Faute n°3 : en cas d'agression physique, bagarre, dégradation de matériel..., récidive des fautes n° 2 ; la sanction est l'**EXCLUSION DE LONGUE DURÉE** allant de 2 jours à une durée définie par la direction du Réseau Envibus déterminée selon la gravité des faits.

ART -25 VIDEOPROTECTION

Afin d'améliorer la sécurité des voyageurs et des conducteurs, un système de vidéo-protection est installé dans certains véhicules.

Conformément aux dispositions du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la C.A.S.A a nommé un Délégué à la Protection des Données externe, que vous pourrez contacter à l'adresse suivante : dpo@agglo-casa.fr Vous pouvez exercer auprès de lui un droit d'accès, d'interrogation, d'opposition et de rectification aux données collectées dans les conditions prévues par la législation en vigueur, en précisant l'objet de votre demande.

Si vous estimez, après nous avoir contacté, que vos droits « informatiques et libertés » ne sont pas respectés, vous avez également la possibilité de déposer une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy TSA 80715 – 75334 PARIS », ou sur le site www.cnil.fr».

V-DISPOSITIONS RELATIVES A LA NAVETTE DES NEIGES

ART- 26 ACCES AU VÉHICULE : VOYAGER EN RÈGLE

Toute personne voyageant dans un véhicule **doit être munie d'un titre de transport** valide, le Pass Navette des neiges. Ce Pass est valable pour la journée pour un aller-retour/ou un trajet unique, pour un usager ou un usager et un accompagnant mineur (un justificatif d'identité sera demandé).

Le voyageur peut aussi s'acquitter, en montant dans le bus, du prix intégral de son voyage (Pass Navette des neiges valable la journée pour un aller-retour/ou trajet unique), en faisant, si possible, l'appoint. Les conducteurs-receveurs qui seraient dans l'incapacité de rendre la monnaie sur des grosses coupures (supérieure à 10€) peuvent refuser de vendre un ticket. L'usager ne pourra, dans ce cas, être pris en charge.

Les titres de transport **doivent être validés** dès la montée à bord, le ticket est valable la journée ou pour un trajet unique, à compter de sa validation. Les usagers qui n'auront pas validé leurs titres feront l'objet d'une sanction prévue par l'article 9 du présent règlement.

Les Pass de la gamme tarifaire Envibus ne sont pas valables sur cette Navette des neiges, hormis les usagers montés à l'arrêt Gréolières village qui pourront voyager avec un ticket unitaire Envibus.

Dans le cas où le valideur ne fonctionnerait pas, le voyageur doit se présenter au conducteur-receveur et l'informer de la situation. Les tickets sont alors remplis manuellement par le conducteur avec indication de l'heure de montée de l'usager et de la date.

ART-27 CONDITIONS D'ACCES AU SERVICE

Toute personne voyageant sur ce service doit avoir réservé son trajet.

ART-28 PONCTUALITÉ, RÉSERVATION ET ANNULATION D'UNE RÉSERVATION

Les réservations seront faites directement par les usagers jusqu'à 18h00 la veille pour les services du lendemain.

Le numéro du service est le **04.93.42.40.79**

Les usagers ont la possibilité d'annuler leurs réservations par téléphone au plus tard veille pour le lendemain.

Tout retard pénalise l'ensemble de la clientèle. Ainsi, il est demandé à l'usager de se présenter au point d'arrêt au moins cinq (5) minutes avant l'horaire de départ.

ART- 29 - EXCLUSION DU SERVICE

La Direction Réseau Envibus se réserve la possibilité d'exclure un usager pour les motifs suivants :

- Non-respect du présent règlement ;
- Absence de l'usager au point d'arrêt sans annulation de la course préalablement réservée auprès du service de réservation Envineige.

En cas d'absence de l'usager au point d'arrêt, si celui-ci n'a pas prévenu le service de réservation de la ligne Envineige de son absence, il sera exclu à compter de cette absence et ce durant la période restante de la saison.

L'exclusion est prononcée par le Vice-Président de la C.A.S.A, ou son représentant, et notifiée à l'usager ou au représentant légal pour les usagers mineurs. Aucune indemnisation ne sera admise.

ART-30 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu'une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes.

La montée ne s'effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules, sauf en cas d'affluence importante.

ART-31 PLACES HANDICAPÉES

Les places handicapées sont prioritairement réservées aux personnes handicapées. Si elles ne sont pas occupées par ces dernières.

ART-32 OBJETS, COLIS ET BAGAGES

Les voyageurs peuvent transporter des colis, bagages ou objets divers gratuitement, s'ils sont peu encombrants. Ils ne sont admis que sous l'entière responsabilité de leurs propriétaires.

Par ailleurs, tout bagage doit comporter de manière lisible la mention des nom et prénom du voyageur.

Les conducteurs-receveurs peuvent refuser les colis, bagages ou objets trop volumineux.

Les objets qui par leur forme, nature, odeur, destination peuvent gêner, incommoder, effrayer les voyageurs, présenter des dangers ou nuire à la santé sont interdits dans les véhicules.

Les équipements/matériels pour le ski sont stockés aux endroits définis (armoires/coffres à ski).

ART-33 ANIMAUX

Aucun animal n'est admis dans les véhicules servant au transport de voyageurs. Par dérogation, les animaux domestiques de petite taille convenablement enfermés ainsi que les chiens accompagnants guides de non-voyants, malvoyants et malentendants peuvent être admis dans les véhicules affectés au transport de voyageurs.

Ils ne doivent en aucun cas constituer une gêne pour les autres voyageurs.

Leur propriétaire en assure l'entière et seule responsabilité. Ils ne doivent en aucun cas occuper une place assise.

ART-34 ARRÊT AUX TERMINUS

Il est interdit à toute personne de prendre place ou de demeurer dans un véhicule affecté au transport public de voyageurs, au-delà du terminus.

Lors des arrêts prolongés aux terminus des lignes, les voyageurs ne sont autorisés à monter dans les véhicules qu'en présence du conducteur-receveur ou avec l'accord de ce dernier. Ils devront attendre le démarrage du véhicule pour valider leurs titres.

VI-DISPOSITIONS RELATIVES A LA NAVETTE DES GORGES DU LOUP

ART- 35 ACCES AU VÉHICULE : VOYAGER EN RÈGLE

Toute personne voyageant dans un véhicule **doit être munie d'un titre de transport** valide, le Pass Navette des Gorges du Loup. Ce Pass est valable pour la journée dès la première validation jusqu'à minuit, pour un usager ou un usager et un accompagnant mineur (un justificatif d'identité sera demandé).

Le voyageur peut aussi s'acquitter, en montant dans le bus, du prix intégral de son voyage, en faisant, si possible, l'appoint. Les conducteurs-receveurs qui seraient dans l'incapacité de rendre la monnaie sur des grosses coupures (supérieure à 10€) peuvent refuser de vendre un ticket. L'usager ne pourra, dans ce cas, être pris en charge.

Les titres de transport **doivent être validés** dès la montée à bord, le ticket est valable la journée, à compter de sa validation, jusqu'à minuit. Les usagers qui n'auront pas validé leurs titres feront l'objet d'une sanction prévue par l'article 9 du présent règlement.

Les Pass de la gamme tarifaire Envibus ne sont pas valables sur cette Navette.

Dans le cas où le valideur ne fonctionnerait pas, le voyageur doit se présenter au conducteur-receveur et l'informer de la situation. Les tickets sont alors remplis manuellement par le conducteur avec indication de l'heure de montée de l'usager et de la date.

ART- 36 - EXCLUSION DU SERVICE

La Direction Régie Envibus se réserve la possibilité d'exclure un usager pour les motifs suivants :

- Non-respect du présent règlement ;

ART-37 MONTÉE ET DESCENTE DU VÉHICULE

La montée et la descente du véhicule ne sont autorisées qu'une fois le véhicule arrêté et les portes complètement ouvertes.

La montée ne s'effectue que par la porte avant, sauf pour les personnes à mobilité réduite.

La descente est interdite par la porte avant des véhicules, sauf en cas d'affluence importante.

ART-38 PLACES HANDICAPÉES

Les places handicapées sont prioritairement réservées aux personnes handicapées. Si elles ne sont pas occupées par ces dernières.

ART-39 OBJETS, COLIS ET BAGAGES

Les voyageurs peuvent transporter des colis, bagages ou objets divers gratuitement, s'ils sont peu encombrants. Ils ne sont admis que sous l'entière responsabilité de leurs propriétaires.

Par ailleurs, tout bagage doit comporter de manière lisible la mention des nom et prénom du voyageur.

Les conducteurs-receveurs peuvent refuser les colis, bagages ou objets trop volumineux.

Les objets qui par leur forme, nature, odeur, destination peuvent gêner, incommoder, effrayer les voyageurs, présenter des dangers ou nuire à la santé sont interdits dans les véhicules.

Les vélos sont stockés aux endroits définis.

ART-40 ANIMAUX

Aucun animal n'est admis dans les véhicules servant au transport de voyageurs. Par dérogation, les animaux domestiques de petite taille convenablement enfermés ainsi que les chiens accompagnants guides de non-voyants, malvoyants et malentendants peuvent être admis dans les véhicules affectés au transport de voyageurs.

Ils ne doivent en aucun cas constituer une gêne pour les autres voyageurs.

Leur propriétaire en assure l'entière et seule responsabilité. Ils ne doivent en aucun cas occuper une place assise.

ART-41 ARRÊT AUX TERMINUS

Il est interdit à toute personne de prendre place ou de demeurer dans un véhicule affecté au transport public de voyageurs, au-delà du terminus.

Lors des arrêts prolongés aux terminus des lignes, les voyageurs ne sont autorisés à monter dans les véhicules qu'en présence du conducteur-receveur ou avec l'accord de ce dernier. Ils devront attendre le démarrage du véhicule pour valider leurs titres.

Thierry OCCELLI

Vice - Président Délégué à la Mobilité et aux Transports

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 22/02/2021
Numéro : CC_2021_019
Nature : DE - Deliberations
Objet : Règlement intérieur commun aux lignes du Réseau
Envibus - Modification
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 9doiHn7

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/03/2021
Identifiant : 006-240600585-20210222-CC_2021_019-DE

Acte reçu

Date : 22/02/2021
Numéro interne : CC_2021_019
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Règlement intérieur commun aux lignes du Réseau Envibus - Modification
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210222-CC_2021_019-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_019-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_019-DE-1-1_3.PDF

N